

**ALLOCUTION  
DE L'HONORABLE RENE RADEMBINO CONIQUET  
CO-PRESIDENT ACP, A L'OCCASION DE  
L'OUVERTURE SOLENNELLE DE LA 13ème  
SESSION DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE  
PARITAIRE**

**lundi, 25 juin 2007, Wiesbaden, Allemagne**

**Excellence Monsieur Horst Köhler, Président de la République fédérale d'Allemagne,**

**Monsieur Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen,**

**Monsieur Roland Koch, ministre-Président du Land de Hesse,**

**Monsieur Hildebrandt Diehl, Maire de la ville de Wiesbaden,**

**Madame Glenys Kinnock, Coprésidente de l'Assemblée parlementaire paritaire,**

**Chers collègues parlementaires,**

**Honorables invités,**

**Excellences Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un insigne honneur et un réel plaisir de m'adresser à l'auguste assemblée réunie ici dans cette magnifique salle Friedrich Von Thiersch, en ma qualité de Coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE.

A cet égard, permettez-moi, au nom des membres ACP de l'Assemblée parlementaire paritaire et au mien propre, d'exprimer à Son Excellence Monsieur Horst Köhler, Président de la République fédérale d'Allemagne, au gouvernement et au peuple allemands ainsi qu'à monsieur Hildebrand Diehl, Maire de la ville de Wiesbaden, notre profonde gratitude pour l'accueil très chaleureux qui nous est réservé depuis notre arrivée dans cette belle cité du Land de Hesse et pour les excellentes facilités mises à notre disposition pour le succès de cette session.

Les parlementaires ACP et moi-même, sommes très honorés par votre présence parmi nous ce jour, Monsieur le Président de la République, car elle témoigne de l'intérêt certain et de la foi véritable que vous manifestez dans la vitalité de notre Assemblée conjointe et du partenariat ACP-UE.

**Monsieur le Président de la République,  
Madame la Coprésidente Glenys Kinnock,  
Chers collègues parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,**

Les membres ACP de l'APP se réjouissent à nouveau de participer à cette session de Wiesbaden dont la cérémonie solennelle de ce jour coïncide avec le deuxième anniversaire de la signature de l'Accord de Cotonou révisé. En effet, il y a lieu de rappeler que c'est le 25 juin 2005 à Luxembourg les pays ACP et les Etats de l'Union européenne avaient paraphé la version révisée de l'Accord.

A ce jour, il faut souligner que seuls 13 pays ACP et 9 Etats membres de l'UE ont ratifié l'Accord de Cotonou. Il est urgent à cet égard que les pays parlements de nos pays respectifs s'engagent résolument à accélérer les procédures de ratification de l'Accord afin de permettre, entre autres, l'entrée en vigueur du 10ème FED dont nous reconnaissons tous, au sein des Etats ACP, l'importance du rôle dans le soutien à la croissance et au développement durable.

**Monsieur le Président de la République,  
Madame la Coprésidente de l'APP,  
Chers collègues parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,**

La présente session de notre Assemblée nous offre l'opportunité de débattre de questions majeures auxquelles le partenariat ACP-UE doit faire face, notamment à la faveur des propositions de résolutions d'urgences et des rapports préparés par les commissions permanentes.

Ainsi, Mesdames et Messieurs, nous aurons à examiner de nombreux sujets, notamment la migration des travailleurs qualifiés et ses effets sur le développement national, la réduction de la pauvreté chez les petits agriculteurs des pays ACP, la bonne gouvernance en matière d'exploitation des ressources naturelles dans les pays ACP, les processus électoraux dans les pays ACP, les négociations commerciales à l'OMC, etc.

Le rapport présenté par la commission des affaires politiques sur *la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité en matière d'exploitation des ressources naturelles* dans les pays ACP revêt une grande importance pour le développement socio-économique des pays ACP, car il interpelle notamment tous les Etats partenaires et les sociétés qui exploitent les ressources naturelles sur la nécessité d'une gestion rationnelle et efficace des dites ressources.

Un des autres grands défis que les Etats ACP doivent relever en vue de garantir leur développement est celui de la création d'un environnement politique et institutionnel propice à la consolidation de la démocratie et la réduction de la pauvreté.

En effet, comme vous le savez tous, les conflits armés et l'instabilité politique sont les pires ennemis de la démocratie et du développement. Dans ce contexte, notre assemblée est appelée à examiner la situation politique dans certains pays ACP.

**Monsieur le Président de la République,  
Madame la Coprésidente Glenys Kinnock,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Excellences Mesdames et Messieurs,**

Les négociations des accords de partenariat économique sont entrées dans une phase cruciale du partenariat ACP-UE, à l'approche de l'échéance convenue du 31 décembre 2007.

Certes, nous reconnaissons le rôle important du commerce dans l'amélioration de la croissance, mais nous tenons à rappeler que la libéralisation doit contribuer à réduire les inégalités entre partenaires et non à en créer davantage.

Nous réaffirmons aussi l'urgence de régler les questions en suspens et relatifs à l'accès au marché, aux règles d'origine, aux mesures sanitaires et phytosanitaires, et surtout à la prise en compte de la dimension développement dans les APE.

Nous insistons sur ce dernier aspect car l'histoire enseigne qu'aucune économie viable et forte ne s'est développée sans protection. Il en a été ainsi et est encore des pays développés, et des nations à économies émergentes actuelles.

Les pays ACP ont une crainte légitime face aux risques probables de délabrement économique que ne manquerait pas de provoquer l'ouverture prématurée des marchés. Et, les conséquences seraient évidentes pour les pays ACP qui pourraient demeurer, à perpétuité, un immense comptoir d'importations.

Il n'est donc pas un truisme de rappeler que l'enjeu majeur, pour les Etats ACP, est aujourd'hui et plus que jamais l'industrialisation qui est un facteur essentiel de création de richesses et d'emplois pérennes.

Dans ce contexte, il me plaît de souligner une fois de plus les attentes légitimes des pays ACP en faveur d'un appui plus conséquent que celui dont ils bénéficient actuellement pour pouvoir se faire une place dans l'économie mondiale sans fragiliser les industries naissantes, sacrifier les savoirs autochtones ou surexploiter les ressources naturelles.

C'est avec la même force que j'insiste également sur la nécessité de faire du cycle de Doha un cycle du développement. A cet effet, j'exhorte nos partenaires de l'Union européenne à peser de tout leur poids sur les négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce pour que la dimension développement soit pleinement prise en compte et à mettre tout en oeuvre pour parvenir à une conclusion rapide de ces négociations.

Une autre question cruciale est la migration dont chacun parmi nous peut mesurer l'ampleur actuelle du phénomène dans sa forme clandestine et s'interroger sur les limites des réponses qui y sont actuellement apportées par les pays.

Dans le cadre du partenariat ACP-UE, il nous appartient à cet effet, en tant que partenaires, de traiter notamment les causes de la migration qui sont complexes et diverses, et qui couvrent des domaines aussi principaux que le développement social et humain, la pauvreté, l'environnement, la démocratie, etc.

Dans ce cas aussi, les pays ACP ont grandement besoin d'un soutien de plus en plus important, en l'absence duquel il serait illusoire de circonscrire la progression de l'immigration clandestine.

**Monsieur le Président de la République,  
Madame la Coprésidente Glenys Kinnock,  
Honorables invités,  
Excellences Mesdames et Messieurs,**

Je viens d'évoquer brièvement quelques uns des sujets qui constituent la trame de notre 13ème session. Ce sont là des sujets qui mettront à l'épreuve notre capacité et notre détermination à transcender les divergences qui ne manqueront pas de subsister lors des échanges de vues.

Nous devons nous efforcer de parvenir à des consensus qui soient conformes à notre ambition commune : celle de contribuer à la réussite du dialogue et la compréhension entre les peuples, à la consolidation de la démocratie, à la promotion du développement économique et du progrès social des populations de nos pays.

Je vous remercie.

\*\*\*\*\*